



SPÉCIAL CORONAVIRUS

« Comment demander à des enfants de respecter les gestes barrières ? »

Après l'annonce d'Emmanuel Macron, lundi soir, de rouvrir progressivement les établissements scolaires le 11 mai, **les maires**, en première ligne, s'interrogent.

ÉDUCATION

PAR LES ÉDITIONS DÉPARTEMENTALES

LES UNS, maires de leurs communes, seront chargés de mettre en application la décision d'Emmanuel Macron qui a annoncé vouloir une réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées à compter du 11 mai. Les autres, parents d'élèves et représentants des enseignants, seront aussi à leur manière en première ligne. Sans feuille de route plus précise que celle présentée lors de l'allocution



C'est de l'inconscience. Je ne vois pas comment on peut assurer la sécurité des élèves, des enseignants et des personnels municipaux

LUC CARVOUNAS, MAIRE PS D'ALFORTVILLE (94) AU SUJET DE LA RÉOUVERTURE DES CLASSES

par le chef de l'Etat, tous s'interrogent à différents degrés sur la pertinence d'une telle décision. Comment préparer un retour à la normale au sortir de près de deux mois de confinement et d'interruption des cours ? Chacun a sa réponse... ou ses interrogations.

« Cela me paraît inadéquat lorsqu'on sait comment fonctionnent les établissements, réagit Olivier Clodong, le maire de Yerres (Essonne). On ne pourra pas faire cohabiter les élèves et le personnel dans des conditions sanitaires satisfaisantes. Comment demander à des enfants de 3, 4 ou 5 ans de respecter les gestes barrières ? Tant que nous ne disposerons pas de tests de dépistage et de masques en nombre suffisant, il sera impossible d'organiser un retour en classe sûr ».

Dès aujourd'hui, le maire organise une réunion avec les directeurs d'école pour évoquer malgré tout une éventuelle réouverture. « Les crèches et écoles avaient été intégralement désinfectées dès le début du confinement. Cette opération sera reconduite avant la réouverture,

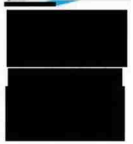
poursuit-il. Il faudra penser à adapter les salles de classe et les espaces dans les crèches en espaçant les tables de travail ». Quant à équiper chaque élève et chaque enseignant de masques, ça lui semble « difficilement réalisable dans les conditions actuelles. Si dans un mois, l'Etat se montre capable de nous apporter le matériel de protection nécessaire, tant mieux. Mais, pour une ville comme la mienne (NDLR : 29 263 habitants), il faudra équiper 4 000 élèves et 500 personnels encadrants. A raison de trois masques par jour et par personne, il faudra 15 000 masques par jour. »

« Les sirènes du Medef »

Philippe Descrouet, maire (UDI) de Serris, en Seine-et-Marne, n'est pas favorable à cette mesure de reprise progressive. « Je n'ai pas compris le discours du président de la République. On va au-devant de problèmes avec les syndicats enseignants ou nos animateurs. Derrière ça, il y a visiblement une motivation pour remettre les parents au travail mais les commerces

restent fermés, les gens ne pourront pas travailler ». Et l'élue d'ajouter que sa ville fonctionne surtout grâce à la Vallée Village, Disneyland Paris et le centre commercial Val-d'Europe qui, eux, vont rester fermés. Même réflexion à Lacroix-Saint-Ouen, dans l'Oise. Jean Desessart, n'est pas convaincu de cette réouverture le 11 mai. « On ne peut pas annoncer la reprise de l'école et maintenir les restaurants, cafés fermés, précise le maire LR. Il y a une incohérence et j'ai du mal à y croire. Mais on est prêt ! »

« C'est de l'inconscience, lance pour sa part Luc Carvounas sénateur et élu (PS) le 15 mars à la mairie d'Alfortville (Val-de-Marne). Je ne vois pas comment on peut assurer la sécurité des élèves, des enseignants et des personnels municipaux sans masque et sans test. Je ne suis pas dans la polémique mais dans le concret de la santé publique. Je trouve tout cela un peu précipité et peu rassurant ». L'élue a le sentiment que le gouvernement « a répondu aux sirènes du Medef pour remettre les parents au travail ».



ÉCLAIRAGE

Qu'en pensent les parents d'élèves ?

HUBERT SALAÛN, représentant Picardie de la PEEP, juge le fait d'avoir une date assez proche, le 11 mai, « plutôt rassurant ». « Quelles classes, quels élèves, la cantine ou les transports scolaires à 50 élèves par bus seront-ils maintenant ? Si en tant que représentants nous sommes bien informés ce n'est pas le cas de tous les parents d'élèves. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, va opérer une concertation de deux semaines mais il ne faudra pas autant attendre pour donner des certitudes aux parents », poursuit le représentant. Qui pense également à l'aspect psychologique. « Si rentrée il y a, elle ne devra pas se faire sans le soutien psychologique nécessaire. Tout le monde va sortir cabossé de cette épreuve, certains meurtris. » Mais d'autres voix s'élèvent déjà

pour ne pas renvoyer les enfants à l'école le 11 mai. C'est le cas de Monia Mahmoudi, représentante FCPE à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). « Nous y sommes déterminés. Cette reprise est précipitée, les conditions ne sont pas réunies pour assurer la protection des élèves et du personnel enseignant. Les classes sont surchargées, les files d'attente à la cantine explosent, il manque des médecins et des infirmières dans chaque établissement. »

Coté enseignants, Pierre Ripart, secrétaire départemental du SNUipp-FSU, dans l'Oise reste prudent. « Il faudra déjà que le virus soit parti, pas qu'on rouvre pour rouvrir. » Il avance une piste de réflexion : « On peut imaginer la réouverture en priorité de certains établissements plus défavorisés que d'autres, par exemple, pour essayer de résorber la fracture sociale qui se ressent dans le travail à la maison. Mais je ne suis pas médecin, je ne sais pas si c'est possible. »

➔ LIRE AUSSI NOS PAGES 2 À 5



Les salles de classe pourraient à nouveau être occupées dès le 11 mai, selon les vœux du président de la République. Mais cette annonce pose de nombreuses questions.